

Guyane : « Un retard de 28 ans par rapport à l'Hexagone et de 12 ans par rapport aux autres départements d'outre-mer »

dimanche 16 avril 2017, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2017).

Le 8 avril 2007, Patrick Karam, ancien délégué à l'Outre-mer, déclare sur France3-TV : « Il faut arrêter de parler d'aide d'urgence. Le milliard d'euros qui a été débloqué ne va pas l'être demain, c'est sur 5 ans, sur 10 ans, sur 15 ans que ses effets vont se faire sentir. On va construire des écoles et des commissariats. En réalité, ce que demandent les Guyanais, ce sont des plans à long terme. Le président de la République prend un risque grave, c'est de finir son mandat sur du sang versé. Il doit savoir que Mayotte va s'embraser de la même façon et la Guadeloupe également. »

Ce même jour, la police est intervenue devant la préfecture de Cayenne. Selon un membre du collectif Pour que la Guyane décolle (Pou la Gwiyan dékolé) qui organisait depuis le milieu d'après-midi un rassemblement devant la préfecture - afin d'exiger la prise en compte des revendications - les « 500 frères contre la délinquance », qui encadrent les manifestations, « avaient fait un cordon devant les policiers ». « Mais la foule a réussi à porter des coups. » (RFI, 8 avril 2017). « Nous venons chercher la discussion, et on nous amène les lacrymos », a dénoncé de son côté Dimitri Guard. Ce cadre du collectif de s'interroger : « Devant la préfecture, il y a beaucoup enfants. On ne peut déjà pas leur proposer d'éducation en Guyane. Est-ce qu'en plus il faut les gazer ? » Selon France-Guyane (8 avril 2016) : « La tension, palpable, est devenue vive lorsque des grenades lacrymogènes ont été lancées du haut du balcon de la bâtisse. La rencontre prévue avec le préfet n'a jamais eu lieu. » Restées sur place, des centaines de personnes ont participé à un « pique-nique » citoyen. Selon France-Guyane, des horaires de fermeture et d'ouverture des routes vont alterner le week-end du 8-9 avril [1].

Pour rappel, le plan d'urgence de 1,085 milliard d'euros présenté par la ministre des Outre-mer a été jugé insuffisant par le collectif Lagwiyan dékolé qui estime les besoins de la collectivité à 2,5 milliards d'euros. Les propositions faites sur la santé et l'éducation ont été jugées insuffisantes. Concernant la santé, parmi les revendications sont mises en relief : les déficits du CMK, le Centre médico-chirurgical de Kourou, et du CHAR, le Centre hospitalier d'Andrée Rosemon dont la situation a fait l'objet de nombreuses alertes de la part du personnel et des élus ces derniers mois. Alors que de plus en plus de malades se retrouvent en situation de précarité, le CHAR ne bénéficie pas de la dotation « Mission d'intérêt général précarité », notent les syndicats qui réclament une rénovation du bâtiment et de nouveaux matériels médicaux. « Notre objectif est d'offrir à la population de Guyane une offre de soins identique à celle de l'Hexagone, tout en tenant compte des spécificités du territoire Guyanais », écrivent les praticiens du centre hospitalier dans une motion jointe aux revendications. Ceux-ci alertent également « sur la mise en danger des patients, les conditions inacceptables de leur prise en charge et les difficultés d'exercice du métier de soignant ». (FranceInfo, 3 avril 2017). Selon un rapport de la Cour des comptes, publié en 2014, la Guyane affiche un retard de 28 ans par rapport à l'Hexagone et de 12 ans par rapport aux autres départements d'outre-mer. [2].

Notes

[1] Joël Terry, le commissaire « blessé lourdement à la clavicule » vendredi 7 avril 2017 à Cayenne suite à des heurts avec des manifestants, a reçu samedi des représentants des « 500 frères ». Le commissaire a déclaré, selon Le Parisien (Aujourd'hui en France) : « Les valeurs que nous partageons sont bien plus importantes que nos différences. » [...] « Je suis dans mon rôle. J'obéis aux lois de la République. Mais ça n'enlève rien au respect que j'exprime pour les personnes qui sont en face de moi », a poursuivi le numéro 2 de la police de Guyane. L'officier a ensuite serré la main des quelques dizaines de 500 Frères présents. » Par ailleurs, le mouvement social doit se poursuivre. Le blocage deviendra « total » lundi. Le collectif « Pou La Gwiyan dékolé » (Pour que la Guyane décolle) a en effet annoncé un durcissement des blocages. Dans un tel processus, « l'information » va mettre un accent bien appuyé sur les désaccords qu'expriment certains secteurs de la société. (Réd. A l'Encontre)

[2] Voir le document de SUD Santé Sociaux qui explicite la situation et étaye les revendications très largement partagées par la population, EESF (article 40797), [En Guyane, la santé en coma dépassé - Ils ont raison #NouBonKeSa](#).